POUR DES ESPACES COMMUNS PIRATES : PORTER LES LUTTES FÉMINISTES, DÉCOLONIALES ET ÉCOLOGISTES

Sylvie Tossah

Diplôme universitaire Espaces communs

2025

« Toute écriture recèle une inquiétude. Et l'écriture antiraciste peut-être davantage. Avant même que les mots ne se couchent sur le papier, quelque chose agite et presse, comme une foule qui s'écrase contre une porte fragile dont les gonds pourraient sauter d'une minute à l'autre : ce sont les ancêtres, les morts·es et celleux dont l'existence n'adviendra jamais, la violence coloniale et les désirs de vengeance qui exigent tous·tes le droit à l'existence. »[1]

1 Myriam Bahaffou, « Écologie des relations antiracistes : queeriser pour favoriser la vie », in Fatima Ouassak (direction), *Manifeste antiraciste pour une écologie de la libération*, Éditions Les Liens qui Libèrent, mai 2025, p. 109-124

INTRODUCTION

« Loin du caprice exhibitionniste, le point de vue situé est une praxis d'écriture et d'épistémologie féministe décoloniale qui est absolument essentielle si nous voulons produire des thèses incarnées. Surtout parce que celleux qui écrivent des livres vindicatifs voire révolutionnaires sur les mêmes sujets que ceux que je souhaite explorer ici, n'ont pas toujours trouvé utile de mettre en jeu leur personne, produisant ainsi des thèses vides, des émotions sans corps : présenter une pensée sans le cerveau qui la génère, voilà une manière bien commode de se rendre intouchable. À ce titre, la prise de risque que je préconise […] commence déjà dans l'écriture. »[2]

2 Myriam Bahaffou, *Éropolitique : Écoféminismes, désirs et révolution*, Le Passager clandestin, 2025, p. 175-176

Je suis née et j'ai grandi à Paris et en région parisienne et depuis 17 ans je vis à Marseille. Pour faire simple, mon père est perçu comme noir et ma mère est perçue comme blanche. Personnellement, je ne m'autoracialise pas bien que je sois parfaitement consciente d'être racialisée, dans la société occidentale post-coloniale dans laquelle je vis, comme une femme noire et à l'occasion arabe. Je suis racialisée noire mais ma positionnalité est plus complexe que cela car, bien qu'ayant été témoin et victime de racisme dès la petite enfance, à d'autres égards j'ai bénéficié de certaines « facilités », c'est à dire que j'ai suivi et bénéficié d'un parcours universitaire et professionnel de haut niveau et privilégié. Le résultat de tout cela est que dans ma vie académique comme professionnelle (mis à part en fac d'arabe littéral moderne), c'est à dire la majeure partie de mon temps, même en milieu très urbanisé, à forte densité de population et internationalisé, j'ai évolué dans des espaces quasi-exclusivement monochrome blanc[3] : Paris (Île-de-France : 12 millions d'habitants), Marseille (850 000 habitants), Boston (Aire métropolitaine de Boston : 4 millions d'habitants), New York (8,5 millions d'habitants), Québec City (550 000 habitants). Au point que, dans le cadre professionnel, il m'est arrivé à plusieurs reprises de devoir répéter par deux fois à la personne me faisant face que c'est en effet bien avec moi qu'elle a rendez-vous. « En France, j'ai intériorisé que mon corps me reléguait au statut de non-personne. Logiquement ne représentant *rien* pour la suprématie blanche, ma voix ne faisait pas partie des termes de son contrat racial. »[4]

3 « Toutes les personnes racisées sont des génies de l'adaptation. Cette capacité est une boussole qui permet à la fois de naviguer dans un monde raciste, et une ancre bien trop lourde dictant nos vies. Elle découle d'une expérience vécue et transmise de génération en génération, depuis que l'Europe a décidé au XVIe siècle de mettre en esclavage une partie de l'humanité au nom d'une supposée supériorité des Blanc·he·s sur les Noir·e·s. Selon la psychologue Stella Tiendrebeogo, cette adaptation constante est un « mécanisme d'existence », permettant aux personnes noires et racisées de contourner le racisme par des stratégies conscientes et inconscientes. Penser à ne pas paraître « trop » noir·e, arabe ou asiatique, adopter une manière de parler, de s'habiller, de rire, réfléchir aux musiques choisies en soirée, se demander sans cesse si l'on est aimé pour soi ou pour le fétiche qu'on représente, renoncer à porter des capuches pour éviter la police... Bref, c'est tout planifier quand on évolue dans des milieux majoritairement blancs et qu'on ne l'est pas. C'est effacer toutes les « parts » noires de soi par crainte du stéréotype. L'objectif étant de ne pas « faire de vagues », de peur d'être renvoyé·e à des clichés et de subir des micro-agressions. Le poids permanent du regard blanc et la voix des dominant·e·s représentent une violence de tous les instants, un déni d'existence dans toutes les sphères de la vie. » Douce Dibondo, *La Charge raciale, vertige d'un silence écrasant*, Éditions Payot & Rivages, juin 2025, p. 21-22

4 Douce Dibondo, *La Charge raciale, vertige d'un silence écrasant*, Éditions Payot & Rivages, juin 2025, p. 174

Pour cette étude sur les espaces communs, j'ai choisi de retenir la définition des communs que Silvia Federici donne dans son ouvrage intitulé *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs* et telle qu'elle a été comprise par l'historien étatsunien Peter Linebaugh dans sa préface du même ouvrage. Celui-ci, en effet, y rappelle le sens que la philosophe italienne donne à la notion de communs et les conditions nécessaires à leur émergence : « S'appuyant sur le féminisme révolutionnaire et rejetant la célébration néolibérale du privé et de l'individuel qui produit l'*homo idioticus* (du grec ancien idiôtês, « privé » dans le sens de l'individu qui ne participe pas à la vie de la cité), Federici propose la f*emina communia*. Dans sa perspective politique, il n'y a pas de communs sans communauté et pas de communauté sans femme.

Mais qu'est-ce que les communs ? Alors que Federici rejette toute réponse essentialiste à cette question, son essai danse autour de deux points : la réappropriation collective et la lutte collective contre les façons dont nous avons été divisées. »[5] Dans cette perspective, les communs constituent aussi bien la fin que les moyens de nos luttes et de notre vie quotidienne. Ils représentent alors les relations sociales vers lesquelles nous voulons tendre et les conditions de leur construction. « « En d'autres termes, les communs ne relèvent pas d'un état de fait, d'un acquis mais sont les produits de la lutte. » Dans une société pourrissante comme la nôtre, personne ne peut espérer n'avoir ni marques ni contusions. »[6] La lutte pour et par les communs, dont il est question ici, nécessite de naître et d'avoir lieu collectivement, à travers des alliances et avec des allié·es. Dans son dernier ouvrage, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, l'architecte français Mathias Rollot définit ce qu'est être allié·e et quelles sont les conditions pour faire alliance : « Être allié·e, ce n'est pas nier les différences de positions, de points de vue, d'intérêts. Ce n'est pas se croire capable de comprendre parfaitement l'autre, et encore moins s'autoriser à parler librement à sa place et en son nom. Faire alliance suppose au contraire d'accepter l'altérité sur le seuil de notre propre habitation, et d'engager une relation de confiance et de solidarité libérée des systèmes de domination et des préjugés qui les accompagnent. Cela implique que les parties prenantes sortent desdits préjugés réciproques qui les habitent. Ce qui, certes, n'est pas simple, les allié·es ne bénéficiant et ne souffrant jamais de façon équivalente des systèmes de dominations en place. Par définition, les « blanc·hes » sont les premier·es bénéficiaires de cette société raciste. En quoi il est donc évident qu'il leur faudra redoubler

5 Préface de Peter Linebaugh *in* Silvia Federici, *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs*, Entremonde, 2022, p. 15

6 *Ibid*., p. 13

d'efforts pour se défaire de leurs privilèges et pour embrasser pleinement l'antiracisme comme combat politique pour devenir de dignes compagnes et compagnons de lutte. »[7]

7 Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le passager clandestin, 2024, p. 26

LUTTER : COMME MANIÈRE DE VIVRE

El tiempo de la revolución es ahora

« […] les éternels appels des vieilles organisations à attendre que « les conditions soient réunies » ont poussé nombre d'entre nous à abandonner la chute du régime comme horizon stratégique et à chercher d'autres perspectives de libération. Pour celles et ceux-là, depuis la fin du siècle dernier, la révolution est devenue un processus qui commence sans attendre. Une marche, décidée mais progressive, vers une transformation profonde qui s'incarne dans une constellation d'événements, d'actes, d'intervention, d'idées, de sentiments et de pratiques quotidiennes. « El tiempo de la revolución es ahora » disent les féministes en Argentine. Dès lors, la révolution n'est plus cet horizon lointain, cet événement majeur qui fait bifurquer le cours de l'histoire, mais elle est devenue une manière de vivre et de lutter ici et maintenant. »[8] Pour les membres du mouvement mondial et internationaliste révolutionnaire Les Peuples Veulent, il n'est donc pas nécessaire d'attendre davantage pour opérer la transformation profonde dont nous avons besoin et, désormais, il s'agit de penser la lutte comme une transformation du quotidien et non plus comme la conquête lointaine et violente du pouvoir. L'objectif est de construire, dès maintenant, une vie radicalement différente avec « un nouveau rapport à sa communauté, à ses désirs, à l'argent, aux soins et même à sa lutte. »[9] Cette transformation sans délai du quotidien passe, dans un premier temps, par la réappropriation d'une autonomie matérielle et politique par des formes d'auto-subsistance collective : assemblée territoriale, coopérative agricole, cantine populaire, réseau transnational de solidarité, collectif médias, etc. Et, pour éviter que ce mouvement de réappropriation du quotidien ne se cantonne à des alternatives de niche et finisse par être absorbées par le capitalisme, il est nécessaire de fonder et de s'appuyer sur des communautés mais aussi de se rassembler dans des réseaux de partage, d'entraide et de mise en commun.

Notre subsistance alimentaire est la première étape de la réappropriation collective de notre autonomie. « La souveraineté alimentaire est ainsi devenue une question centrale

8 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 93-94

9 *Ibid.*, p. 94

de toute politique d'émancipation, elle transforme les façons de lutter sur tous les continents. Aucune perspective révolutionnaire sérieuse ne peut aujourd'hui faire l'impasse d'une réappropriation des moyens de subvenir à nos besoins élémentaires. »[10] Car, en effet, comme le souligne la politologue et autrice française Fatima Ouassak dans *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, aujourd'hui « Bien manger n'est donc pas un droit, c'est une distinction. »[11] Ce ne sera que par la prise en main collective de notre subsistance alimentaire que nous pourrons commencer à nous défaire de nos dépendances au système colonial-capitaliste. D'autre part, nous savons, qu'en tout lieu et en tout contexte, l'alimentation et la cuisine ont le pouvoir intrinsèque de permettre la rencontre. En mars dernier, à l'occasion d'un Procès du siècle intitulé « Accueillir ou périr », Vincent Giovannoni, conservateur en chef du patrimoine et responsable du pôle arts du spectacle du Mucem à Marseille, s'est confié et a déclaré à ce propos : « C'est dans une cuisine que j'ai découvert l'altérité. »

S'inspirer :
La Cantine syrienne et Les Peuples Veulent

« C'est dans la banlieue de Paris, métropole coloniale mais aussi carrefour d'exils, que nous avons lancé pour la première fois en 2019 une invitation à se réunir pour des rencontres internationales. Ces rencontres nous les avons appelées « Les Peuples Veulent ». […] Quelques années plus tôt, ce cri de ralliement avait été rapporté à Paris dans les bagages des révolutionnaires syrien·nes. De leur rencontre avec des dissident·es locales est né un espace hybride : La Cantine syrienne. Une coopérative qui n'était rien d'autre qu'un lieu chaleureux pour reprendre des forces et un peu de courage. Un lieu où l'on pouvait sortir de l'isolement, où une communauté d'exilé·es et d'ami·es de plusieurs pays a pu peu à peu se constituer. Un lieu où les débats les plus âpres tournaient autour de la cuisine... et de la révolution.
De cette communauté a émergé l'idée du processus « Les Peuples Veulent » auquel se sont joint·es, années après années, des révolutionnaires du monde entier. Nous y avons partagé nos expériences sur ce que nous essayons de construire et de combattre dans nos territoires et nos quartiers. Nous avons pris le temps d'apprendre à nous connaître

10 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 87-88
11 Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024, p. 75

autour de grands banquets, de fêtes, de discours électriques et de discussions parfois difficiles. […] La dernière de ces rencontres a esquissé une nouvelle direction. Des révolutionnaires sont venu·es de quarante pays et des milliers de personnes sont venues les rencontrer. […] La cantine est restée cantine, et le réseau a commencé à dessiner sa propre constellation. […] Déposant nos lunettes idéologiques, écartant les rideaux des analyses dominantes et de la géopolitique des studios de télévisions, nous sommes allé·es à la rencontre d'autres corps en lutte. »[12]

Faire communauté

Alliance des luttes : pourquoi est-ce important ?

« De l'idéologie de la *wilderness* à Greenpeace, du Sierra Club au WWF, de l'écologie profonde aux Amis de la terre et à Sea Sheperd, les différents mouvements et associations environnementalistes ont fait peu de cas des luttes antiraciales comme des luttes anticoloniales. En dépit de toutes les qualités littéraires et politiques du livre fondateur *Un Printemps silencieux* de [la biologiste écologiste étatsunienne] Rachel Carson, les dangers des pollutions chimiques causées par l'usage compulsif de pesticides sont totalement déconnectés des luttes des Noirs-Américains pour les droits civiques ayant cours au même moment de sa parution. »[13] Pour ainsi dire, ces propos du chercheur français en sciences politiques, Malcom Ferdinand reviennent ici à l'un des fondements des communs tels que définis par Silvia Federici, c'est à dire lutter collectivement « contre les façons dont nous avons été divisées ». Autrement dit, les luttes écologistes, les luttes féministes et les luttes décoloniales ne peuvent pas se permettre de s'ignorer. Par ailleurs, lier les luttes autour d'un même combat contre les injustices permettra de changer d'échelle d'impact. Par exemple, « L'affaire du chlordécone aux Antilles met au jour la difficulté des sociétés, États et gouvernements à changer de cap même après le désastre. […] Aujourd'hui, la Martinique et la Guadeloupe figurent parmi les départements français où l'usage des pesticides – y compris le glyphosate – est le plus intense, où le mensonge de l'humanité-astronaute est inculqué avec le plus de zèle. […] Des alliances transatlantiques sont à créer pour ouvrir une autre manière de vivre ensemble, d'habiter

12 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 7-9

13 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 177

ces îles tout autant que la Terre. »[14]

Quels récits porter ?

Pour se lier sainement, s'allier et concrétiser nos alliances, nous ne pouvons pas faire l'économie de la connaissance de l'histoire de nos luttes victorieuses mais aussi des luttes anticoloniales passées et présentes qui déstabilisent nos certitudes et que nous avons jusqu'à maintenant préférer ignorer. C'est à travers cette connaissance et sa diffusion, par tous les moyens possibles (transmission écrite ou orale, par le chant, par l'illustration, l'affichage, etc.), que nous nous réapproprierons les enjeux de ces luttes et pourrons trouver de nouvelles inspirations et de la clarté dans le chemin à prendre et la marche à suivre. Pour Fatima Ouassak, c'est l'une des conditions de notre libération, tant celle des terres que celle de la refondation des communs : « […] pour nous libérer de ce qui nous opprime, il faudra mener trois luttes principales : les luttes pour la terre, les luttes syndicales et les luttes culturelles.
Parmi ces dernières, il faut mettre en avant la valorisation et la transmission des luttes passées et des victoires à raconter – à conter et même à chanter – aux enfants mais aussi la création artistique et les contours d'une esthétique visant à en finir avec le militantisme désincarné, terne, ennuyeux, qui cherche à faire pitié ou à faire peur. […] Il faut mener le combat culturel sérieusement. La libération, c'est une aventure avec des dragons et des pirates. […] Vive la joie, le partage, la musique jouée et écoutée ensemble, les repas en commun ! »[15] À juste titre, Fatima Ouassak souligne avec pertinence que c'est en renouant également avec les luttes anticoloniales que nous élargirons le front de la réappropriation collective des terres et des communs et que nous augmenterons notre impact : « […] il faut que les habitants des quartiers populaires commencent par reprendre leur terre. La libération de la terre, qui fut au cœur des luttes anticoloniales, doit devenir l'enjeu principal d'un projet écologiste du point de vue des quartiers populaires. Et ce d'autant plus qu'un processus de gentrification mâtiné d'écologie y est à l'œuvre, un processus contre lequel il faut lutter armé d'une ambition de reconquête territoriale. »[16]

Pour se réapproprier la Terre, il faut d'autant plus s'inspirer et renouer avec les luttes

14 *Ibid.*, p. 162-164
15 Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024, p. 98
16 *Ibid.*, p. 102

anticoloniales africaines que ce sont les plus emblématiques luttes de libération de la Terre : « […] Mais si l'on considère que les luttes écologiques de référence sont des luttes de libération de la terre, alors certaines parmi les plus glorieuses sont indéniablement africaines. En effet, les luttes écologiques dont sont héritiers les quartiers populaires remontent aux luttes anticoloniales. C'est avec ces luttes qu'il faut renouer, celles que l'on voudrait nous voir oublier, celles qu'il faut faire vivre dans notre présent, dans nos luttes d'aujourd'hui. »[17] Fatima Ouassak cite en exemple trois luttes de référence dont les récits sont à faire connaître et transmettre : La guerre d'indépendance de l'Algérie, les luttes antinucléaires de Plogoff et la lutte de libération de la Palestine pour laquelle elle souligne l'importance toute particulière pour les habitants des quartiers populaires en France et les descendants de l'immigration post-coloniale de toute l'Europe : « Si la lutte de libération de la Palestine est tellement importante pour les quartiers populaires en France et pour les descendants de l'immigration post-coloniale en Europe – importante au point que l'on ne cessera jamais de soutenir les résistances face à la colonisation de peuplement israélienne – c'est parce que nous sommes descendants des luttes de libération de la terre. Et c'est cet héritage et cette foi anticoloniale qui nous font répéter inlassablement, malgré le temps qui passe : l'Algérie a vaincu, la Palestine vaincra. »[18]

En outre, les récentes luttes ont su montrer un caractère horizontal et décentralisé avec de nouvelles formes d'organisation populaires : occupations de places, d'immeubles, ou d'universités, conseils locaux, comités de résistance, assemblée féministes, etc. « Ces expérimentations sont un puits d'enseignement pour les révolutionnaires des présents et des futurs ; elles rejoignent en l'actualisant, la longue histoire des pouvoirs populaires. C'est une histoire dont aucun livre d'école ne parle, celle des Comandos Communales et des Cordones Industriales du Chili, des Quilombos du Brésil, des sections des sans-culottes de la Révolution française, des Caracoles du Chiapas et des conseils ouvriers de Russie et de Bavière, de la Commune de Paris, de celles du Morelos et de Kronstadt. »[19]

Qu'il soit territorial, culturel, lié à des ressources, ces luttes de réappropriation collective ont pour objectif de faire émerger un monde commun : « Partout sur la planète, malgré les murs et les grilles, les tentatives d'effacement et les stratagèmes d'assimilation, les

17 *Ibid.*, p. 103
18 *Ibid.*, p. 107
19 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 28-29

peuples se battent pour se réapproprier les territoires, les communs, les cultures et les héritages. Tout ce dont ils ont été spoliés par des siècles de pillage colonial et de prétentions impériales. Ainsi de la résistance palestinienne qui tient depuis plus de 70 ans face à la colonisation israélienne et à l'impérialisme occidental, ou du mouvement kurde qui lutte depuis plus d'un siècle contre quatre États-nations qui lui refusent son autonomie. En Abya Yala, les révoltes des peuples indigènes et afro-descendants n'ont jamais cessé depuis 1492 et inspirent jusqu'à aujourd'hui toutes les luttes du continent. […] les peuples se soulèvent contre un système de domination fondé sur la suprématie blanche et l'exploitation de nos corps et de nos terres. […] les dominants des centres n'imaginent pas un instant que quiconque puisse vouloir autre chose qu'être à leur place. […] L'irruption révolutionnaire, quand elle survient, crée son propre monde commun, qui émerge des ruines, des fissures et des marges de l'ancien. C'est ce monde commun qu'il nous revient de nommer […]. »[20]

« Dans un discours donné à l'université du Michigan le 23 janvier 1963, Malcom X opposa les actions du *house Negro* [Nègre de maison] et du *field Negro* [Nègre de champ] face à un feu dans la maison du maître. Le *house Negro* se précipiterait pour sauver le maître et la maison de celui-ci au prix de sa vie s'il le faut, tandis que le *field Negro* – qui vit dans une case dans le champ – prierait pour la perte du maître et de sa maison. Pendant l'événement catastrophique, le *house Negro* est celle ou celui qui, ne possédant ni son corps ni de maison propre, a pour fonction de préserver les corps et les maisons des maîtres, de préserver l'*oïkos* colonial. […] *Ils sont présentés hors-sol, sans place sur terre, sans* oïkos *propre, au service de l'*oïkos *colonial*. »[21] Ainsi, la position hors-sol, sans *oïkos* et sans récit de lutte de libération du *house Negro* ne lui permet ni de s'émanciper de son maître, physiquement, psychiquement, intellectuellement, ni de se réapproprier la terre et la liberté. Car en effet, pour se réapproprier la terre et la protéger, il faut se libérer de siècles de domination physique et mentale.

Rencontrer ses allié·es

La force et l'impact de nos luttes naîtront de la rencontre avec nos allié·es : « […] le défi

20 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 75-76

21 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p.181-182

de nos soulèvements fut celui de notre rencontre. Rencontres entre différents segments des marges mais aussi rencontres entre les marges et les dissident·es des centres. Dissident·es qui défient les pouvoirs à l'ombre desquels ils et elles vivent comme ces habitants des métropoles coloniales qui soutiennent les luttes de libération. […] Rien n'est évident dans la rencontre entre les dissident·es des centres et les combattants des marges – entre les segments des marges non plus – mais les moments de soulèvement furent des occasions uniques de déplacer les lignes au-delà des milieux compartimentés. […] Sans ces rencontres, les régimes tiennent et les gouvernements gagnent du temps. »[22] Cette rencontre entre allié·es ne sera véritable qu'à la condition d'une déconstruction profonde des rapports de domination entre les parties prenantes et des fantasmes colonialistes. Le réseau Les Peuples Veulent dresse avec ironie un panorama des attitudes clairement problématiques à la rencontre entre allié·es des marges et dissidents des centres : « L'Occident ne manque pas de curieux qui s'intéressent à nos cultures, à nos musiques, à nos cuisines, à nos langues, qui les trouvent « délicieuses » et « tout à fait fascinantes » mais qui se moquent éperdument de nos opinions sur la marche du monde. L'exilé est soit une figure humanitaire et dépolitisée qui suscite la charité et la bonne conscience des citoyens de gauche, soit un objet folklorique sur lequel projeter ses fantasmes d'ailleurs. Le « multiculturalisme » loué à l'ère de la mondialisation est l'analgésique de la destruction des cultures du monde.

Les milieux antiracistes et les mouvements de solidarité avec les exilé·e·s ne sont pas exempts de ces phénomènes. Nos analyses et notre implication dans les mouvements de nos pays d'origine n'y suscitent que peu d'intérêt. Nous restons pour la plupart des étrangers. L'ignorance persistante que certains « camarades » que nous rencontrons en exil ont des situations de lutte hors de leurs frontières nationales et psychiques est une forme de paternalisme condescendant qui nous réduit au rôle de victime […]. Cette négation de notre subjectivité et de nos engagements crée un amoncellement d'occasions manquées qui prolonge l'épreuve des révolutionnaires en exil et prive les communautés locales de leçons, d'expériences et de savoir-faire qui ne pourraient que renforcer les luttes sur place.

En Grèce, malgré la « crise » économique, l'élan de solidarité avec les exilés a conduit à une mobilisation générale des anarchistes et des révolutionnaires. Des squats, fondés sur les principes de l'entraide, ont été ouverts dans les villes pour offrir des espaces de vie

22 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 18-20

sûrs. On pouvait y accéder à de meilleures conditions de vie et à une plus grande autonomie que dans les camps gouvernementaux. Cuisines collectives, aide concrète pour satisfaire les besoins de base (habillement, cours de langues, possibilité d'emploi) mais aussi accès aux soins de santé physique, mentale, sexuelle et reproductive. Dans un autre registre, des préparations à l'autodéfense contre les attaques fascistes de l'État y étaient développées conjointement entre exilés et personnes solidaires. »[23] Ces quelques exemples de l'expérience grecque de la rencontre avec les allié·es des marges donnent des pistes d'action qui peuvent servir une rencontre véritable et une démarche d'entraide. Il s'agit en effet de se départir des réflexes de domination structurant nos manières d'être en relation les uns avec les autres. Il s'agit également d'avoir clairement en tête qu'il y a de multiples manières d'être au monde et de le comprendre. En « changeant de lunettes », il est possible de parvenir à porter un autre regard sur nos certitudes.

La lecture de l'universalisme telle que nous la connaissons est celle d'un universalisme vertical et par défaut européen, blanc, masculin, hétéronormé et centre de la pensée. « En fait, seul l'Occident a ce besoin de se penser universel, transcendant les cadres et les limites du corps »[24] souligne la journaliste et poétesse féministe franco-congolaise Douce Dibondo. « En son temps, l'incroyable prétention de l'Occident a défini un horizon universel pour l'humanité, a produit et justifié des dizaines de millions de mort·es, des génocides, des épistémicides, la mise en esclavage et le déplacement de millions de personnes. Rarement on aura vu une escroquerie intellectuelle aussi macabre et aussi efficace. »[25] À travers les mots du philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne, Malcom Ferdinand précise la remise en cause de l'universel dont il est question ici : « Il ne s'agit pas d'en finir avec l'universel, mais avec l'universalisme vertical qui érige l'Occident en mesure de toute culture et histoire, celui qui surplombe, qui assoit et qui domine, à la faveur d'un « universel vraiment universel » comme l'imagine Souleymane Bachir Diagne, un universel qui rassemble, qui écoute et qui célèbre la rencontre. »[26]

Pour envisager une rencontre véritable avec ses allié·es, il est nécessaire de se départir de cet universalisme vertical qui nous habite malgré nous et de faire l'effort et l'exercice de la mise en retrait, de la remise en question, de l'écoute, de la véritable curiosité pour ses

23 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 52-54

24 Douce Dibondo, *La Charge raciale, vertige d'un silence écrasant*, Éditions Payot & Rivages, juin 2025, p. 218

25 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 76-77

26 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 347-348

allié·es et de l'envie d'opérer une mutation profonde pour trouver un horizon commun et partagé : « L' « éco-anxiété » est devenue le mal de l'époque, là où on a le privilège de ne pas avoir de plus pressants motifs de s'inquiéter. […] Qu'on vive dans une société plus ou moins effondrée sous les coups de l'économie, de la guerre, de catastrophes, ou qu'on vive dans le cœur étouffé d'une forteresse occidentale, hantée par la perspective de son effondrement, la seule voie en avant est de construire un plan commun, transversal à chacune de nos situations. »[27] Pour trouver cet horizon et ce plan communs, il nous faut occuper les terres et espaces à libérer, y vivre, habiter et travailler ensemble, nous y organiser et faire face à nos différences et différends : « Comme l'a démontré l'expérience du mouvement Occupy aux États-Unis […], l'action transformatrice n'est pas déclenchée par l'information qui circule en ligne mais par le fait de camper au même endroit, de résoudre les problèmes ensemble, de cuisiner à plusieurs, d'organiser des équipes de nettoyage ou encore d'affronter la police. »[28]

Élargir le front de la lutte au-delà des CSP+ blanches est indispensable car c'est en effet là, bien davantage encore que le manque de ressources financières, que se situe la grande faiblesse du mouvement des communs en Europe. Si une rencontre véritable a lieu avec les allié·es, il sera possible d'éviter les écueils classiques de la rencontre à sens unique comme le souligne Fatima Ouassak à travers l'exemple du mouvement écologiste : « Au-delà de la notion de « réservoir » ou de « vivier », le lexique colonial des appels à rejoindre le front écologique est riche. On appelle à massifier, les habitants des quartiers populaires étant là pour faire masse, pour faire corps, mais pas pour participer à l'élaboration du projet politique. On appelle à « sensibiliser », ce qui permet de leur renvoyer la responsabilité de leur absence dans les espaces écologiques […]. On appelle à l' « inclusivité » étant entendu que ce sont les classes moyennes et supérieures blanches qui font aux classes populaires non blanches la grâce de les inclure. »[29]

Or, de toute évidence l'écologie décoloniale et le féminisme décolonial sont héritiers des communs tels que définis par Silvia Federici. Et celle-ci de préciser : « La lutte pour les communs n'est pas une lutte à part, mais une perspective que nous pouvons adopter dans

27 Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025, p. 41-42

28 Silvia Federici, *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs*, Entremonde, 2022, p. 268

29 Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024, p. 24

toutes les luttes et tous les mouvements sociaux auxquels nous participons. » »[30]
Dans sa définition de l'écologie décoloniale, Malcom Ferdinand met en avant une approche critique de nos manières d'être en relation avec le vivant et d'habiter la Terre : « L'écologie décoloniale est une critique renouvelée des colonisations historiques et contemporaines ainsi que de leurs legs, critique qui prend au sérieux les enjeux écologiques du monde. En tout premier lieu, il s'agit de reconnaître que la relation coloniale ne se réduit pas à un rapport entre groupes d'humains. Elle comprend aussi des rapports spécifiques aux non-humains, aux paysages et aux Terres à travers l'habiter colonial de la Terre. Cela signifie que l'émancipation de la domination coloniale ne peut se penser uniquement comme un changement du rapport d'humains à humains. Elle implique aussi une transformation du rapport colonial aux paysages et aux non-humains y compris dans ses formes esclavagistes. L'écologie décoloniale est donc un prolongement écologique des critiques existantes de la fracture coloniale. Celles-ci peuvent être schématiquement regroupées en quatre pôles. [L'anti-colonialisme, la pensée postcoloniale (Edward Said, Frantz Fanon, les *subaltern studies*), la pensée décoloniale (« décolonisation épistémologique » qui renverse les manières coloniales de penser le monde, les existences au sein de celui-ci et ses savoirs, une tentative de se défaire de la « colonialité de l'être » et de la « colonialité du savoir »), les perspectives des femmes du Sud et des femmes non-blanches dans les pays du Nord, ce que Françoise Vergès nomme un « féminisme de politique décoloniale ».] […] Malgré leurs avancées, ces quatre pôles ne firent pas des enjeux écologiques une dimension essentielle de leur problématique politique du monde. L'écologie décoloniale dessine un cinquième pôle qui fait de la remise en cause de l'habiter colonial son centre d'action. Au-delà de la réappropriation anticoloniale d'une responsabilité collective des ressources, il s'agit de renverser l'idéologie économique qui fait des milieux de vie humaine et non-humaine des ressources au service d'un enrichissement capitaliste inégalitaire. »[31]

***

« L'écologie vient du grec *oikos*, qui signifie la maison, le foyer. *Faire de l'écologie, c'est donc d'emblée une histoire de foyer, de nid, une histoire de travail domestique et*

30 Silvia Federici, *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs*, Entremonde, 2022, p. 259

31 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 249-252

d'habitabilité (en gros, une histoire féministe, comme l'ont bien montré les écoféministes de subsistance). Pour construire une maison, nous avons besoin de *ressentir de l'excitation à l'idée de ce à quoi elle va ressembler*, des outils que nous allons utiliser et des formes que nous allons créer ; *savoir* que nous avons besoin d'une maison n'est pas suffisant, il faut *sentir*, se projeter et prendre du plaisir à la faire. Alors, l'écosexualité, c'est finalement ressentir du désir pour cette vaste maison, aux multiples habitant·es et dépendances, aux devenirs qui la traversent. Pour cela, il faut laisser au désir beaucoup de liberté, et faire preuve d'une grande humilité ; la maison peut être différente de ce que nous avions imaginé, puisque nous devons composer avec toustes ces autres. Mais nous chérissons ce projet collectif, nous y voyons là l'expression d'une vie débordante. »[32]

32 Myriam Bahaffou, *Éropolitique : Écoféminismes, désirs et révolution*, Le Passager clandestin, 2025, p. 163-164

RÉHABITER LA TERRE-MÈRE

« Les hommes les plus puissants ont toujours inspiré les architectes ; l'architecte fut sans cesse sous la suggestion de la puissance. […] L'architecture est une sorte d'éloquence du pouvoir par les formes, tantôt convaincante et même caressante, tantôt seulement des ordres. »[33]

De la Terre-mère à la Terre-père

« La colonisation signifia le passage d'une Terre vénérant une mère à une Terre vénérant un père »[34] et entraînant des manières coloniales d'habiter la Terre et de vivre ensemble fondées sur un système de domination des asservis humains et non-humains et de privatisation de la Terre. C'est ce que je nommerai ici l'« habiter colonial-capitaliste ».
À l'opposé de « l'expression d'une vie débordante » chère à la philosophe écoféministe française Myriam Bahaffou lorsqu'elle évoque le projet collectif de construction d'une maison, pour l'architecte franco-suisse Le Corbusier, construire et habiter, c'est « mettre en ordre » : « Au fil des siècles, c'est une interminable liste de grands noms qui ont insisté, chacun à leur manière, sur les relations profondes entre « architecture » et « ordre ». Ainsi notamment de Le Corbusier, qui en 1930 va jusqu'à résumer la discipline tout entière à cet unique enjeu : « Architecturer, c'est « mettre en ordre » ». […] l'architecture est discours et configuration politico-sociale, elle est moteur et condition de possibilité de l'espace social, elle accompagne les pouvoirs et contre-pouvoirs en place – bref, l'*ordre* qu'elle installe est tout sauf innocent. […] C'est en cela précisément que sont dérangeants les discours sur l'*ordre* de Le Corbusier, autant que ses intentions de voir se « résorber la multiplicité » et de « compenser l'improbable par le déterminisme du plan. »[35] Dans cette approche, biodiversité, sociodiversité, « diversité bioculturelle », imprévu et liberté de s'approprier l'espace n'ont tout simplement pas voix au chapitre et ne bénéficient d'aucune sorte de reconnaissance quant à leur rôle essentiel pour le vivant. L'architecture qui en découle et telle qu'entendue et pratiquée encore aujourd'hui est une architecture de la délocalisation, de la dépossession et de l'enfermement qui entraîne une manière mortifère d'habiter la

33 Friedrich Nietzsche, *Le Crépuscule des idoles*, ou *Comment on philosophe avec un marteau*, Mercure de France, 1908, p. 182
34 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 68
35 Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le passager clandestin, 2024, p. 33-34

Terre : « Faut-il leur [les jeunes générations] rappeler que tous les dispositifs de surveillance et d'enfermement modernes, de la prison à l'hôpital psychiatrique, en passant par le zoo, le ghetto urbain et les camps de concentration, ont tous, à leur façon, été permis par des systèmes architecturaux aussi précis que volontaires ? […] Ou que les logements collectifs modernes uniformisent les comportements et les modes de vie selon une idéologie productiviste typiquement occidentale, qu'ils favorisent des structures sociales genrées, voire patriarcales ; qu'ils sont le noyau d'une structure urbaine et sociale basée sur la délocalisation, la dépossession et la consommation passive du monde […]. »[36]

C'est à travers les luttes de l'écologie décoloniale que se manifeste alors la remise en question de cet habiter colonial-capitaliste mortifère : « […] l'écologie décoloniale fait de la fracture coloniale l'enjeu central de la crise écologique. Cela découle du constat que les pollutions, les pertes de biodiversité de même que le réchauffement climatique sont les traces matérielles de cet habiter colonial de la Terre, comprenant les inégalités sociales globales, des discriminations de genre et de race. C'est le véritable renversement proposé par le sociologue africain-américain Nathan Hare quand il écrit que la « véritable solution à la crise environnementale est la décolonisation des Noirs ». […] Plus qu'une idéologie, le racisme est une manière d'habiter la Terre qui comprend une ingénierie de ses paysages environnementaux, sociaux et politiques. Il se traduit par une organisation géographique, voire une « écologie apartheid » qui place les non-racisés, les sans-couleur, les Blancs, l'air sain et les natures vierges d'un côté et les racisés, les Nègres, l'air pollué, les cratères des extractions minières et les usines d'un autre. […] Oui, l'antiracisme et la critique décoloniale sont les clefs de la lutte écologiste. »[37]

Que faire alors de l'architecture ?

Partant de ce constat d'inadéquation de l'architecture avec la nécessaire remise en question de cette manière mortifère d'habiter la Terre, Mathias Rollot propose trois pistes d'avenir pour l'architecture : « L'architecture est radicalement inadaptée à ce monde : il faut donc changer l'architecture ? Posant simplement le problème, disons que ces constats nous placent face à trois possibilités : figer l'architecture au risque de la perdre

36 *Ibid.*, p. 36-38

37 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 253-254

pour de bon, la transformer pour qu'elle soit mieux accordée avec le monde actuel, ou encore la métamorphoser pour qu'elle devienne un outil au service du monde de demain – c'est-à-dire un opérateur de la résistance, un instrument contre-culturel, un catalyseur révolutionnaire. »[38] Je retiendrai donc le scénario de la métamorphose révolutionnaire permettant ainsi à l'architecture de devenir un élément de la lutte pour notre réappropriation collective de la Terre et contre les manières de vivre collectivement et d'habiter la Terre qui provoquent nos divisions. Et Mathias Rollot de préciser plus loin dans son ouvrage le sens de ce projet de métamorphose : « [...] la métamorphose de la discipline non pas pour la mettre en adéquation avec le monde contemporain mais pour la transformer en un élément plus radicalement inadapté encore. Une mutation de l'architecture vers un outil partagé de lutte *contre* le monde mortifère que nous devons habiter. »[39] Il s'agit donc bien ici d'un appel aux dissidents du centre de métamorphoser l'architecture et nos manières d'habiter la Terre pour remettre l'architecture au service des mondes résistants et appeler à une révolution de l'intérieur : « Ce troisième scénario, s'il est bien un appel à la résistance, s'oppose donc tout à fait aux appels contemporains à « déserter » les professions expertes (ingénieurs, agronomes, etc.). En cela, il s'inscrit parfaitement dans la lignée du tout récent ouvrage d'Anne Humbert, *Tout plaquer. La désertion ne fait pas partie de la solution... mais du problème*. Au contraire de la récente série d'appels à s'enfuir des domaines problématiques, ce troisième scénario constitue un appel à poursuivre avec eux, pour continuer à les transformer radicalement de l'intérieur. C'est un appel à tenir le trouble tout proche de soi, à lui susurrer des mots révolutionnaires à l'oreille, le prendre par la main pour lui faire changer de direction, à subvertir ses composantes internes depuis l'intérieur même de son cercle intime.

S'il pouvait aboutir, ce troisième scénario voudrait tendre vers une compréhension de l'architecture comme discipline au service des mondes résistants, un « art de la résistance ». Et si l'architecture, dans ce troisième récit, n'était pas envisagée autrement que comme un art au service de la résistance plutôt que de la domination ? Alors figure contre-culturelle, arme de lutte, outil de résistance, elle chercherait à aller vers ce qui fait d'elle une figure « obsolète » – son caractère fondamentalement « archaïque » – : ses tendances à la lenteur, à la permanence et à la lourdeur ; ses outils de regard critique et de projection spéculative utopiste sur le réel terrestre ; ses méthodes pour penser en bonne synergie les besoins présents et les devenirs futurs des vivants et des lieux ; ses

38 Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le passager clandestin, 2024, p. 81

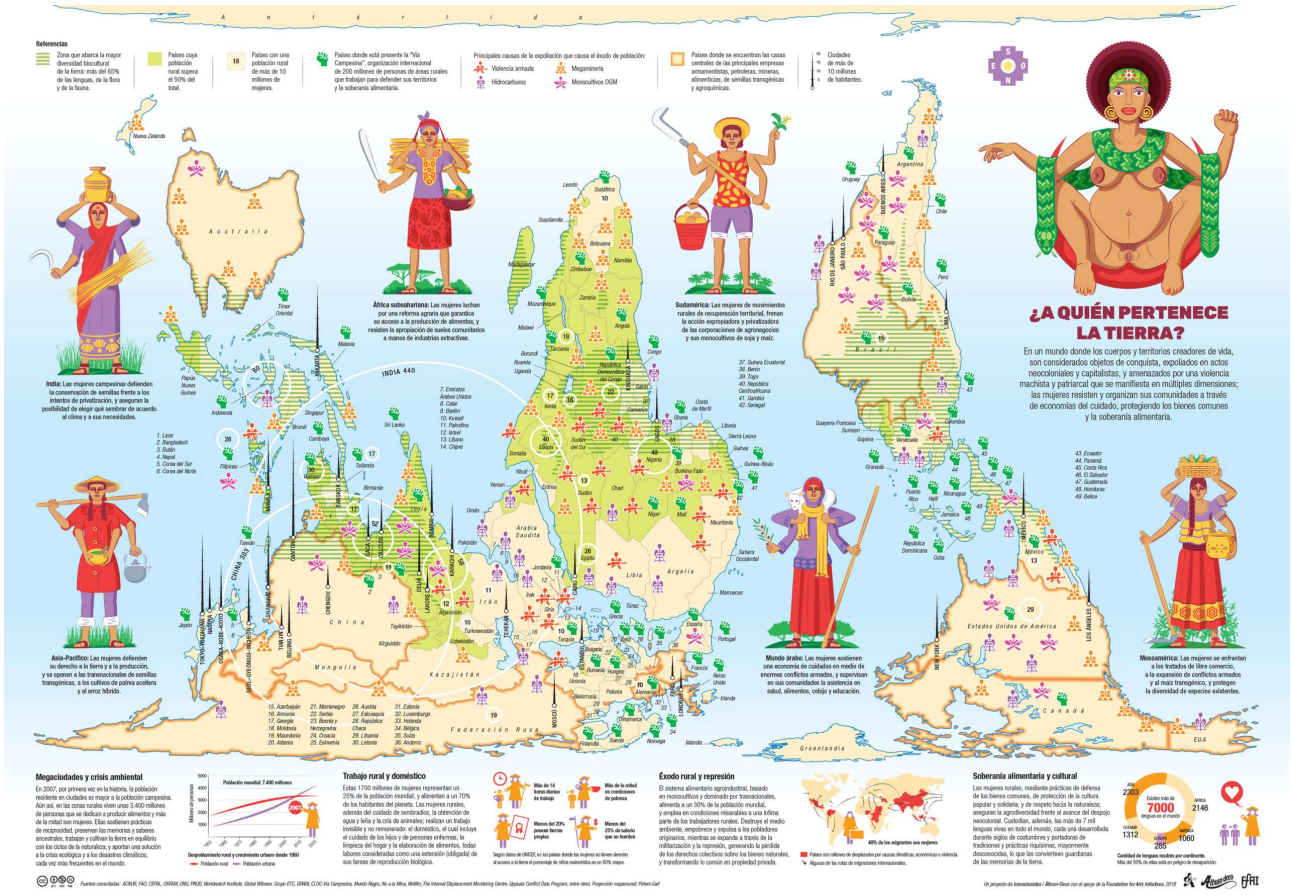
39 *Ibid.*, p. 98

capacités à analyser, à représenter et à projeter les milieux habités via des techniques spatiales bioclimatiques ; ou encore les manières de penser collectivement les transformation territoriales. »[40] Cette architecture métamorphosée serait pluriverselle, ouverte à la pluralité disciplinaire et favoriserait la diversité (sociale, biologique, cosmologique c'est à dire dans notre manière d'être en lien avec la Terre) dont nous avons cruellement besoin pour lutter contre cet habiter colonial-capitaliste qui nous divise. Elle encouragerait le « faire soi-même » et remettrait en question « l'autorité planificatrice » de l'architecte. Mathias Rollot énumère ainsi quelques formats de travail qui participent à la métamorphose radicale de l'architecture et du rôle de ses praticiens : le travail collaboratif des collectifs d'architectes, la résidence d'architecte, par exemple avec Territoires pionniers, la permanence architecturale qui réinvente les manières de penser la commande et la programmation et savent prendre en considération les savoir-faire des communautés, le workshop échelle 1 et l'atelier de projet design-learn-build qui prennent le contre-pied de la conception désincarnée et renouent avec le plaisir de construire soi-même et de dé-hiérarchiser l'architecture et la construction et de revaloriser la frugalité du bâti à travers une démarche de circularité des éléments et des matériaux de construction. « Les architectes, ce sont maintenant celles et ceux qui parfois résident, habitent, recherchent, fictionnent, documentent, expérimentent, bricolent, conçoivent, construisent et déconstruisent eux-même... »[41]

En dépit de ces premiers pas vers le pluriversalisme architectural, Mathias Rollot rappelle que l'« [...] on est encore loin des pratiques éco-centrées, fondamentalement biorégionalistes, savantes et populaires à la fois, qu'on pu développer les peuples autochtones de tous les continents au fil des millénaires, de sorte que ces déconstructions semblent encore hautement insuffisantes au regard de l'ambitieux programme décolonial sous-tendu par le concept de « plurivers ». [...] »[42] Quête de biodiversité, de sociodiversité et de « diversité bioculturelle » vont de pair. À travers leur travail de contre-cartographie collective et féministe, les Iconoclasistas ont mis en exergue, dans leur travail intitulé « À qui appartient la terre ? », la corrélation entre « diversité bioculturelle » et biodiversité. En effet, les régions du monde dans lesquelles l'on rencontre le plus grand nombre d'espèces vivantes végétales ou animales sont aussi celles où l'on rencontre la plus grande diversité

40 Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le passager clandestin, 2024, p. 101-102
41 *Ibid.*, p. 112
42 *Ibid.*, p. 117-118

de langues parlées. Aussi, peut-être qu'« […] il se pourrait bien qu'en favorisant une réelle multiplicité de disciplines architecturales, nous puissions contribuer à façonner et accompagner de tout aussi réelles sociodiversités et donc des formes de biodiversités. »[43] qui feront évoluer nos manières d'habiter la Terre.



Comment se réapproprier la Terre-mère et la réhabiter ?

En vue d'une réappropriation collective de la Terre et d'autres manières de l'habiter, Mathias Rollot pose l'hypothèse d'une autochtonie ouverte à la circulation des « réhabitants » et à la possibilité de « devenir originaire » d'un lieu, comme étant la voie qui nous permettra de réhabiter la Terre-mère :« En affirmant qu'il est possible de « devenir originaire » de quelque part (*becoming native to a place*) les biorégionalistes s'opposent en quelque sorte à l'idée que l'autochtonie serait une caractéristique innée, héritée et figée. À la différence des géographes qui proposent de considérer l'autochtonie comme la caractéristique stable de peuples bien identifiés et définis comme ceux

43 *Ibid.*,p. 126-127

« présents depuis l'origine » les mouvements biorégionalistes invitent à considérer la possibilité d'un *(re)devenir autochtone*. »[44]

Car elle se départit de toute tentative et tentation d'appropriation culturelle, l'autochtonie, telle qu'entendue par le biorégionalisme, est à comprendre comme ayant pour objectif « de concourir aux luttes anti-impérialistes, antiracistes, autonomistes, écologistes et sociales, dans une optique pluraliste et diversitaire, « post-développementiste » – bref, fondamentalement décoloniale. »[45] On peut alors se demander comment être autochtone et comment on devient autochtone, que ce soit en France, ailleurs en Europe ou plus largement dans les pays occidentaux ? S'agit-il de se libérer du système colonial-capitaliste dans lequel nos corps et nos esprits sont enfermés pour renouer avec la Terre-mère ? Pour répondre à ces questions, Mathias Rollot propose des pistes conduisant à une démarche de « réhabition » et à une transformation radicale de nos manières d'habiter la Terre : « On pourrait alors parler de la possibilité pour les peuples, communautés et individus *blancs* de se décoloniser eux-même. Cela en œuvrant à déconstruire les structures extractivistes, productivistes, progressistes et croissantistes qui habitent nos corps et esprits, nos modes de vie et système de valeurs. Ou bien encore en s'engageant dans des processus de réhabitation des bassins-versants qui nous accueillent et auxquels nous ne pensons que trop rarement à rendre la pareille. C'est dans ce cadre que j'aime à penser l'idée d'*architecture autochtone* […] comme un outil théorique et pratique à la fois de mise en œuvre d'un autre monde, radicalement démodernisé et réapproprié. *Réhabitant*. »[46] Ainsi, de la même manière que la lutte contre le racisme n'a pas à être à la charge unique des personnes non-blanches[47], « Le travail de décolonisation est collectif et doit pour devenir opérant, mettre en mouvement tant les personnes qui subissent les différents aspects de la colonialité d'une société que celles qui en profitent.

Si tout le monde est concerné par la question, elle se pose toutefois à chacun·e d'entre nous de façon toujours singulière. »[48]

44 *Ibid.*, p. 154
45 *Ibid.*, p. 155
46 *Ibid.*, p. 158
47 « […] la charge raciale est le syndrome du silence de la majorité blanche face à son propre racisme. La blanchité érige un mur du silence entre les mondes noir et blanc. Même si depuis quelques années ce mur s'effrite, la position de domination que confère la blanchité permet aux personnes blanches d'ignorer cette problématique, transformant le racisme en un problème (de) Noir(.e.)s. C'est en fait une névrose collective de l'Occident, qui s'est persuadé que le racisme est le problème de celles et ceux qui le subissent. C'est en effet irrationnel et absurde. De fait, c'est aux personnes racisées que revient la charge empoisonnée du racisme. » Douce Dibondo, *La Charge raciale, vertige d'un silence écrasant*, Éditions Payot & Rivages, juin 2025, p. 65
48 *Ibid.*, p. 160-161

La philosophe écoféministe étatsunienne, Starhawk fait, elle aussi, le lien entre structures de pensée (colonialité des esprits et des corps) et structures des organisations sociales (colonialité de la société) : « L'enjeu, pour la sorcière néopaïenne, est ici de faire voir en quoi des liens effectifs existent entre structure de pensée et structure du monde, entre conscience, énergies et formes, entre le mode de connexion de nos pensées entre elles et, configuration du monde tel que nous l'organisons. Ce qui constitue dès lors un panel d'outils de transformation à la fois de nos mondes « intérieur » et « extérieur » : « nous pouvons changer notre conscience, nous pouvons transformer notre paysage intérieur, raconter de nouvelles histoires, rêver des visions et en faire de nouvelles formes de pensée. Mais, pour changer la culture, nous devons changer les structures de nos organisations et de nos communautés. »[49]. C'est en ce sens que changer l'architecture de nos établissements humains, c'est potentiellement changer l'architecture de nos corps et intellects – et réciproquement. La voilà, la grande puissance de l'architecture comme outil de transformation du monde ! »[50]

Peut-on alors déconstruire et décoloniser l'architecture ? « L'architecte Léopold Lambert, est pour ainsi dire, un des spécialistes en France des relations entre architecture et colonisation. […] lui aussi milite autant pour faire entendre l'actualité contemporaine à ce sujet que pour faire entendre reconnaître la violence intrinsèque, structurelle, « prépolitique » de l'architecture. Ses conclusions intéressent notre étude : « Si l'on associe nécessairement la violence intrinsèque de l'architecture à une forme de colonisation, on peut conclure que, par définition, l'architecture ne peut pas être décolonisée. Cette impossibilité est ce qui condamne à l'échec les projets architecturaux affichant une ambition humaniste ou pacifique, en tout cas invite à les regarder avec une grande suspicion. […] Si, au contraire, on daigne considérer l'architecture pour ce qu'elle est : une arme politique dont la violence est presque toujours mise au service de programmes politiques coloniaux ou, plus généralement, de normes dominantes, mais qui peut être réorientée en faveur de mouvements politiques s'inscrivant à l'encontre de cette domination, on peut ainsi construire une éthique de décolonisation de l'architecture. […] il ne s'agit pas ici d'opposer aux fortins de la police française des fortins de colonisé·e·s (encore que), mais plutôt de mettre l'architecture au service des forces résistant aux

49 Starhawk, *Rêver l'obscur*

50 Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le passager clandestin, 2024, p. 176

mécanismes de domination de nos sociétés. » Chercher ainsi à décoloniser l'architecture, conclut Léopold Lambert, c'est en quelque sorte vouloir construire l'architecture « contre elle-même ». D'où sa très sérieuse boutade : « Décoloniser l'architecture ; quelle drôle d'idée ! Pourquoi ne pas décoloniser la police pendant qu'on y est ? »[51]

Et finalement, pour Mathias Rollot, de conclure avec une position radicale et pirate mais vitale et salvatrice : « […] décoloniser l'architecture, ce n'est en aucun cas chercher de nouvelles « inspirations » à cette dernière : c'est chercher à en saboter minutieusement les fondations les plus impérialistes, au risque de son implosion totale. »[52]

Adresse aux architectes de la part d'un architecte :

« Aux architectes : […] Ce que nous devons faire, c'est *cesser de nuire* aux autres formes, savoirs, savoir-faire, communautés et cultures du bâtir qui existent autour de nous. Cessons au plus vite de les dénigrer, d'installer notre propre art aux dépens des leurs, de leur refuser le droit de nommer « architectures » leurs conceptions et leurs réalisations. […] C'est une évidence que tout le monde entend bien sauf nous : un monde sain, pleinement habité et habitable pour toutes et tous, ne peut être bâti par une unique communauté si enfermée et enfermante. […] D'où l'infinie importance d'en finir avec les prétentions à être seuls maîtres d'une architecture qui serait aussi science discrète de « l'habiter » et de l'habitabilité. »[53]

Quel futur dessiner alors pour l'architecture et les architectes ? Dans sa postface à ce dernier ouvrage de Mathias Rollot, l'architecte et historienne de l'art française, Émeline Curien, fait l'exercice d'imaginer quelques pistes d'avenir pour l'architecture et les architectes : « Vers quelles architectures nous sera-t-il possible d'aller dans un changement de régime climatique ? Serons-nous toujours architectes ? Architectes diplômé·e·s, architectes-maraîchers et maraîchères, architectes académiques, architectes amatrices et amateurs, architectes sorciers ou sorcières, sourciers, architectes défroqué·e·s ? Écrirons-nous toujours sur l'architecture ? Enseignerons-nous toujours dans des Écoles nationales et supérieures ? Dans des universités de la terre, des universités populaires, sous une charpente en construction ou dans un camp de

51 *Ibid.*, p. 198-199
52 *Ibid.*, p. 170
53 *Ibid.*, p. 207-208

réfugié·e·s ? »[54]

54 Posface d'Émeline Curien in *Ibid.*, p. 225

COMMENT CONCLURE ?
PENSER À PARTIR D'UNE AUTRE PERSPECTIVE

Nombreuses sont les démonstrations montrant l'impossibilité d'étudier les problématiques de dépossession des communs et de la Terre sans prise en compte, simultanée, radicale et pirate des processus croisés d'apartheid, de colonisation ou de racisme qui y sont liés. « [dans *Cahier d'un retour au pays natal*, l'écrivain et député-maire de la Martinique et de Fort de France, Aimé] Césaire livre une conception de l'habiter non pas qui « prend en compte l'autre » mais qui ne peut se penser qu'à la condition de la présence des autres. Sans les autres, la Terre n'est pas la Terre mais désert ou désolation. *Habiter la Terre commence dans les relations avec les autres*. »[55] À cet égard, dans sa définition des communs détaillée en neuf points, Silvia Federici insiste au point numéro trois sur la place fondamentale des relations sociales pour la construction des communs : « Les communs ne sont pas des choses, mais des relations sociales. C'est pourquoi certain·e·s (comme Peter Linebaugh) préfèrent parler de « mise en commun », notion qui permet de souligner non pas les ressources matérielles partagées, mais le partage lui-même, ainsi que les liens de solidarité qu'il produit. La « mise en commun » est une pratique qui semble improductive aux yeux du capital. C'est la volonté de passer beaucoup de temps à travailler la coopération, la discussion, la négociation et à apprendre à faire avec les conflits et les désaccords. C'est alors seulement de cette manière que peut se construire une communauté au sein de laquelle les gens ont pleinement conscience de leur fondamentale interdépendance. »[56] Lutter pour les communs, c'est alors lutter pour une nouvelle structuration de société où le pouvoir est d'une part confié à la base et d'autre part mise sur la coopération et la prise de décision collective plutôt que sur la coercition. Le célèbre propos d'Audre Lorde prend alors ici tout son sens : « On ne démolira jamais la maison du maître avec les outils du maître. » Quels outils utiliser alors ? Quels pourraient être les modèles d'organisation et d'action ? Comment se décentrer pour trouver les pistes qui redonneront vie aux communs aujourd'hui en 2025 ? Silvia Federici suggère la piste du féminisme décolonial des femmes des pays du Sud en rappelant à juste titre que les « premiers communeurs » du continent américain sont « les peuples autochtones américains, les premières nations qui ont occupé collectivement la terre pendant des

55 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 48

56 Silvia Federici, *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs*, Entremonde, 2022, p. 140

siècles honorant et célébrant sa générosité, lui empruntant juste assez pour assurer leur survie afin de ne pas épuiser ses ressources, léguant ainsi la même abondance aux « 7 générations suivantes, comme le dicte la sagesse autochtone ». […] Alors que la propriété privée était la condition de la liberté pour la philosophie politique bourgeoise et qu'elle constituait un signe distinctif permettant de différencier civilisation et sauvagerie, la liberté des peuples autochtones dépendait de son absence. »[57] Pour Silvia Federici ce n'est pas « une coïncidence si d'un bout à l'autre du continent latino-américain – de la Tierra del Fuego à l'Amazonie, en passant par le Chiapas et le Dakota du Sud – ce sont aujourd'hui des femmes qui mènent les luttes de défense des communs et qui ainsi créent de nouvelles formes de mise en commun. »[58]

Fatima Ouassak suggère, quant à elle, une piste pirate qui pense les communs à partir de la perspective internationaliste des quartiers populaires d'Europe et de la Méditerranée dont il est nécessaire de libérer les Terres et la mer : « En effet, en matière d'écologie et dans une perspective internationaliste, le point de vue des quartiers populaires d'Europe est particulièrement stratégique, il est même central. Car ces quartiers, prolongement de l'Afrique en Europe, sont au cœur du système colonial-capitaliste […]. Étant donné leur situation stratégique, c'est depuis ces quartiers populaires d'Europe qu'il faut agir. Et si la clef, c'était la Méditerranée ? Celle qui pourrait unir et libérer mais qui est utilisée à désunir et enfermer. La Méditerranée est maltraitée, mise au travail pour faire le sale boulot […]. La Méditerranée est occupée. Comme une terre sous occupation coloniale doit être libérée, elle aussi doit l'être. Et si la Méditerranée devenait un espace autonome, comme les bateaux pirates ? […] La Méditerranée serait le théâtre du premier pas de l'internationalisme du point de vue des quartiers populaires d'Europe. Une étape importante dans le projet pirate […]. »[59]

****

« Dans un monde moderne qui n'a cessé de rappeler l'infériorité de celles et ceux avec qui je partage une peau Noire, c'est une tâche incommensurable de se découvrir digne d'amour, doué de parole et capable de penser. […] *Amour et Combat*. »[60]

57 *Ibid.*, p. 120-121
58 *Ibid.*, p. 126
59 Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024, p. 133-135
60 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024, p. 354

ÉTUDE DE CAS

DARNA (EX-CANTINE SYRIENNE)

CUISINE ET RÉVOLUTIONS

Un espace transnational d'entraide pour se rencontrer, bien manger et changer le monde



ENTRETIEN AVEC NATHAN ET THÉO (25 septembre 2025)

NATHAN : « Sur le papier, la forme juridique de Darna [notre maison] est totalement celle d'une association. Dans la réalité, le fonctionnement est plutôt celui d'une coopérative : les salariés sont rémunérés sur la même base salariale et nous fonctionnons en autogestion, c'est à dire que toutes les décisions sont prises ensemble en réunion et qu'il n'y a pas de chef. Par ailleurs, les fondateurs sont aussi membres de l'équipe. Dans l'équipe de gestion que l'on appelle « La Coopérative », on compte aujourd'hui cinq salariés.
La Cantine syrienne est née, il y a six ans, de la rencontre entre des Syrien·nes en exil qui arrivaient en France avec leurs bagages révolutionnaires et des militants montreuillois, dont Théo et moi. C'est ce mélange-là qui a créé La Cantine syrienne. Depuis la fondation et l'ouverture de Darna en avril 2025, c'est un peu différent. Nous avons décidé de modifier le nom de La Cantine syrienne pour plusieurs raisons : la première c'est qu'il y a aujourd'hui moins de Syriens et Syriennes dans l'équipe et qu'il y a eu la chute du régime de Bachar al-Assad l'hiver dernier qui était un objectif de base de la création de La Cantine syrienne, à savoir de faire parler de la révolution syrienne avec ce rêve un peu fou de faire chuter Bachar al-Assad. Précédemment, on cuisinait exclusivement syrien avec la volonté de faire découvrir et partager la culture syrienne à travers une première entrée qui est celle de la gastronomie. Aujourd'hui, avec Darna, on cuisine syrien mais pas que. Lorsque nous avons entamé la recherche d'un nouveau lieu pour Darna, nous avions déjà en tête de trouver une Maison des Peuples et de l'Exil pour parler des différentes luttes à travers le monde avec un regard un peu moins particulier sur la Syrie. Pour toutes ces raisons, nous avons nommé ce lieu Darna qui reste néanmoins une suite logique de ce que nous faisions déjà auparavant et qui entretiendra toujours ce lien fort que nous avons avec la Syrie.
Pour revenir à l'équipe, on distingue deux cercles : le premier, « La Coopérative » est constitué des salariés, ils gèrent la cantine et le lieu de manière administrative et financière. Ils sont les garants du lieu et réalisent les tâches peu visibles, c'est à dire les tâches administratives, la communication, l'approvisionnement, les demandes de subvention, etc.
Le second cercle que l'on appelle « L'Assemblée » rassemble aussi bien les salariés, qui y participent s'ils le souhaitent et de manière bénévole, que des bénévoles. On peut être environ une vingtaine dans ce cercle. Les membres de « L'Assemblée » partagent les créneaux du bar pour lesquels il n'y a pas de rémunération. Par ailleurs, c'est au sein de

« L'Assemblée » que l'on décide des activités et événements du lieu, donc la ligne politique et culturelle. C'est une programmation qui se construit avec des propositions qui viennent de l'intérieur, c'est à dire des membres de « L'Assemblée », toujours en lien avec l'exil, et parfois des propositions qui émanent de l'extérieur.
Les revenus de Darna sont constitués de ressources propres et de sources exogènes : bar, adhésions (système d'adhésion annuel à prix libre à partir de 1€), recettes lors des événements, subventions et fondations. En effet, le loyer, des menus pas chers pour la cantine et les salaires, impliquent d'aller chercher des ressources exogènes.
L'espace est constitué de la grande salle, de la terrasse, ainsi que du bar, de la cuisine, du garde-manger et des sanitaires.
Depuis l'édition 2022 des Peuples Veulent, nous avons décidé d'opérer une séparation entre Les Peuples Veulent et La Cantine syrienne. D'une part car le mouvement, avec son ambition de devenir un réseau international, devenait trop massif à l'échelle de La Cantine syrienne et ne pouvait pas être porté par cinq personnes. D'autre part pour pouvoir permettre à La Cantine syrienne de continuer à trouver des financements exogènes. Mais aussi pour que d'autres personnes puissent s'approprier le projet et enfin pour des raisons de sécurité. Nous restons néanmoins liés aux Peuples Veulent et Darna est membre du réseau des Peuples Veulent.
Des lieux comme Darna ou comme La Cantine syrienne sont de bonnes bases pour ensuite parler d'autre chose et faire venir du monde. Par exemple, on a vu que la cuisine et un cadre chaleureux où l'on se sent un peu comme à la maison permettent de rassembler beaucoup de gens puis de créer une communauté, notamment autour d'événements qui résonnent pour cette communauté. À Darna, nous avons d'ailleurs ce slogan que nous aimons bien « Cuisine et révolutions » qui, comme nos événements, fait écho aux différentes luttes à travers le monde. Ce qui est cool c'est lorsque tous ces différents lieux s'articulent entre eux et s'entraident : entre différents quartiers, entre différentes villes, entre différents pays. Par exemple, avec une ferme du Liban très impliquée dans la circulation des semences paysannes, et qui est en lien avec le réseau de fermes Longo maï, nous avons monté un chantier participatif sur le frikeh [blé dur vert] que nous avons récolté à Longo maï, à Saint-Martin-de-Crau au Mas de Granier, et pour lequel nous avons pu récupérer 150 kg pour notre consommation annuelle. Nous y sommes allés pour semer puis pour récolter, avec quelques membres de Darna et des bénévoles motivés. Pour la récolte, nous avons également lancé un appel à bénévolat pour participer et nous avons été une cinquantaine. C'est un exemple d'entraide entre

différents lieux aux activités différentes mais qui se croisent. Par ailleurs, La Cabrery, ferme viticole de Longo maï, va aussi réaliser une cuvée de soutien à Darna. De notre côté à Darna, nous vendrons ce vin en cubi au verre, et la Cabrery vendra les bouteilles. On essaie de porter l'alimentation et la prise en main de notre subsistance alimentaire comme des éléments constitutifs du changement social et de société. Le chantier sur le frikeh est un bon exemple de comment créer du lien à travers la cuisine et comment celle-ci est aussi un objet politique. On met aussi en place différentes pistes pour améliorer l'approvisionnement en fruits et légumes pour la cuisine de Darna.
Darna est implanté géographiquement dans un ensemble de logements HLM qui compte, parmi ses habitants, un très grand nombre de nationalités. Et pour un projet tel que le nôtre, c'est une chance ! Nous sommes également juste à côté de la Noue, une cité populaire et connue de Montreuil. Ce qui nous intéresse c'est de mélanger tous ces acteurs et de faire ensemble. Par exemple, la semaine dernière, une personne qui travaille au pôle culturel du centre social de la Noue a passé la porte pour proposer d'organiser à Darna un tournoi de babyfoot de la CAN [Coupe d'Afrique des Nations]. Parce que le foot c'est hyper-accessible à tous.
L'interconnexion des luttes est l'objet du réseau Les Peuples Veulent et du festival des Peuples Veulent qui rencontre depuis sa création un fort engouement. À l'échelle de Darna, il y a toujours l'ambition d'interconnecter les luttes. Par exemple, le collectif Roja, qui porte les luttes féministes, anticapitalistes, iraniennes, kurdes et afghanes, se retrouve une fois par mois à Darna avec une soirée culturelle ouverte au public. »

THÉO : « Par ailleurs, Darna porte un projet d'Université populaire transnationale qui a lieu sur place à Darna tout au long de l'année. Coordonné par des membres de « L'Assemblée » de Darna, cette Université populaire transnationale a pour ambition de faire connaître, depuis le prisme de l'internationalisme par le bas que l'on entend assez rarement, l'histoire des luttes révolutionnaires partout dans le monde : aussi bien les luttes révolutionnaires de ces dix dernières années (Soudan, Syrie, Birmanie / Myanmar) que celles de la seconde moitié du XXe siècle (luttes décoloniales, notamment celles de l'Algérie et de la Palestine), ainsi que l'internationalisme noir des XIXe et XXe siècles qui, bien qu'étant très inspirant, est une approche peu connue et partagée en France. »

VERDRAGON, NAISSANCE (MOUVEMENTÉE) DE LA PREMIÈRE MAISON DE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE (extraits)



« C'est dans la continuité de ce travail d'alliance des luttes, mais aussi parce que Front de mères cherchait depuis longtemps un endroit où organiser et mener son projet politique, qu'est né Verdragon à Bagnolet en mai 2021. Il s'agit de la première Maison de l'écologie populaire en France, cofondée par le Front de mères et Alternatiba. Le fait d'avoir réussi à obtenir des autorités un lieu que nous pouvons gérer de manière autonome, de près de 1000 m2, est le résultat d'un rapport de forces politique local construit depuis près de vingt ans par les militants et militantes populaires de Bagnolet.

Cet espace écologiste est singulier : géré en grande partie par des femmes non-blanches, il est emprunt de la culture des quartiers populaires […]. Sa fonction n'est évidemment pas de « sensibiliser » ; ce sont les quartiers populaires qui y décident d'une ligne dont le but est d'essayer, dans l'urgence, de casser les murs qui empêchent de lutter contre le désastre climatique, en associant les quartiers populaires et les quartiers pavillonnaires, les Blancs et les non-Blancs.

Évidemment, ce projet ne plaît pas à tout le monde. Sa création à peine annoncée, il a tout de suite été la cible d'une campagne visant à le détruire. Pendant plusieurs mois, nous avons subi harcèlement, diffamation et calomnie, insultes à caractère islamophobe, raciste et sexiste […].

Le secrétaire national du parti socialiste, interrogé, jugera par exemple « condamnable » le texte fondateur – pourtant objectivement antiraciste – du Front de mères et « condamnera » notre présence, « contraire aux valeurs de la République », à Verdragon. Quant au secrétaire national du principal parti écologiste, il refusera tout simplement de soutenir la première Maison de l'écologie populaire, de crainte, nous expliquera-t-il, de voir sa signature associée à celles de potentiels islamistes.

Cette séquence particulière permet de comprendre comment des alliances entre la gauche et l'extrême droite peuvent se nouer au niveau local [...].

Il est intéressant de noter que les attaques n'ont pas d'abord été lancées par l'extrême droite mais par la gauche. […]

Ce que la gauche refuse et combat, c'est l'autonomie politique des quartiers populaires, quartiers qu'elle prétend représenter, réduits à des *réservoirs de voix* et considérés comme une chasse gardée. […]

Cette guerre de territoire, aussi raciste que sexiste, a été essentiellement menée par des hommes blancs ayant cherché à empêcher des femmes non-blanches de « faire de la politique », d'exister dans l'espace public, d'avoir leur mot à dire. Ce refus de céder « 963 m2 à des dames » qui risqueraient de s'en servir pour « siroter leur thé à la menthe » est aussi un refus de voir « traîner à ne rien faire » des femmes que l'on perçoit comme devant être « utiles ». Et plus profondément un déni de ces femmes comme sujets politiques, elles dont on a pris l'habitude de confisquer la parole. On pouvait très clairement percevoir la volonté d'humilier publiquement ces femmes musulmanes et non-blanches que l'on rêvait de chasser comme des malpropres. L'enjeu étant de réduire au maximum l'espace de ces femmes, et de manière plus générale, des habitants des quartiers populaires, de faire en sorte qu'ils et elles n'aient plus d'espace politique autonome.

Pendant toute la campagne de harcèlement, seul le Front de mères a été visé, par la gauche comme par l'extrême droite. Les rares fois où Alternatiba a été évoqué, c'était pour dire qu'elle était manipulée par le Front de mères. La gauche locale a même déclarée que l'organisation, « modérée » et « écologiste », pouvait rester à Verdragon, que le problème était uniquement le Front de mères « radical » et « islamiste ».

Évidemment, cette image d'Alternatiba est fausse. C'est un mouvement qui organise des occupations illégales, promeut des actions de désobéissance civile, et dont nombre de militants se retrouvent régulièrement en garde à vue. […]
Nous avons aussi été soutenus par nombre de personnalités, notamment écologistes, et Alternatiba a été remarquable de fraternité […]. La solidarité, entre de nombreux habitants des quartiers populaires et des quartiers pavillonnaires, face aux attaques s'est également avérée déterminante. […]
On y a depuis lors discuté des rapports du GIEC, commémoré le 17 octobre 1961, fêté le nouvel an asiatique, récupéré nos paniers de légumes auprès de l'Amap, jardiné, discuté d'écologie décoloniale et de racisme environnemental, organisé des expositions sur les luttes paysannes ; on s'est entraidés, on est partis ensemble à la mer, on a fait des fresques du climat, on a bien mangé. Les enfants y courent partout, ils y sont libres, ils y sont chez eux. Maintenant, il faut des Maisons de l'écologie populaire partout en France et ailleurs.

***

Les luttes des quartiers populaires doivent trouver leur place dans le patrimoine écologiste. Mais ce qu'il faut pour rejoindre le nécessaire front contre le désastre climatique, c'est un projet précis, pensé depuis les quartiers populaires. »

Extrait de Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024, p. 111-120

BIBLIOGRAPHIE

Myriam Bahaffou, *Éropolitique : Écoféminismes, désirs et révolution*, Le Passager clandestin, 2025

Myriam Bahaffou, « Écologie des relations antiracistes : queeriser pour favoriser la vie », in Fatima Ouassak (direction), *Manifeste antiraciste pour une écologie de la libération*, Éditions Les Liens qui Libèrent, mai 2025

Douce Dibondo, *La Charge raciale, vertige d'un silence écrasant*, Éditions Payot & Rivages, juin 2025

Silvia Federici, *Réenchanter le monde, le féminisme et la politique des communs*, Entremonde, 2022

Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Éditions du Seuil, 2019, 2024

Les Peuples Veulent, *Révolutions de notre temps. Manifeste internationaliste*, Zones, Éditions La Découverte, mars 2025

Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, Éditions La Découverte, 2023, Points, octobre 2024

Fatima Ouassak (direction), *Manifeste antiraciste pour une écologie de la libération*, Éditions Les Liens qui Libèrent, avril 2025

Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture, vers des architectures écologiques, autochtones, pluriverselles*, Le Passager clandestin, 2024

Starhawk, *Rêver l'obscur. Femmes, magie et politique*, Cambourakis, 2016

AUTRES RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES CONSULTÉES

Myriam Bahaffou, *Des paillettes sur le compost, écoféminismes au quotidien*, Éditions Le Passager clandestin, avril 2024

Carla Bergman et Nick Montgomery, *Joie militante, Construire des luttes en prise avec leurs mondes*, Éditions du commun, janvier 2021

Marie-Pierre Bouchaudy et Fabrice Lextrait, *(un) abécédaire des friches, laboratoires, fabriques, squats, espaces intermédiaires, tiers-lieux culturels*, Éditions Sens & Tonka, août 2023

Antoine Burret, *Tiers-lieux... et plus si affinités*, Éditions FYP, janvier 2015

Antoine Burret, *Nos tiers-lieux, Défendre les lieux de sociabilité du quotidien*, Éditions FYP, janvier 2024

Ivan Illich, *La convivialité*, Éditions du Seuil, 1973, 2021

Leslie Kern, *Ville féministe, notes de terrain*, Les Éditions du remue-ménage, novembre 2022

Ashish Kothari, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Federico Demaria et Alberto Acosta (éditeurs), *Plurivers, un dictionnaire du post-développement*, Éditions Wildproject, juillet 2022

Baptiste Lanaspeze, Paul-Hervé Lavessière, Marion Schnorf (éditeurs), *Villes terrestres, Petit manuel d'écologie urbaine*, Éditions Wildproject, juillet 2024

Sébastien Marot, *Prendre la clef des champs, Agriculture et architecture*, Éditions Wildproject, juillet 2024

Mathias Rollot et Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, Éditions Wildproject, 2024

Marin Schaffner (direction), *Un sol commun, Lutter, habiter, penser*, Éditions Wildproject, avril 2025

Starhawk, *Comment s'organiser ? Manuel pour l'action collective*, Éditions Cambourakis, octobre 2021

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toute l'équipe du DU pour leur accueil et pour cette année de transition, ici et là à travers la France, l'Autriche et l'Italie, vécue au rythme des immersions en communauté !
Je remercie également les copaines du DU pour ces immersions mémorables ! Le chemin des communs est encore long mais avec d'aussi merveilleux·euses compagnes et compagnons de lutte, il sera joyeux !
Mille mercis à Nathan et Théo d'avoir bien voulu prendre le temps de me faire découvrir Darna et à Alice pour m'avoir permis de les rencontrer.
Je remercie également Iris et la chaleureuse équipe du café Moka pour toutes leurs attentions du quotidien :-)
Bien entendu, comment ne pas remercier la Casa Consolat, vous êtes toustes d'authentiques pirates, inspirants et chers à mon cœur !

Table des matières

Introduction **3**

Lutter : comme manière de vivre **7**
El tiempo de la revolución es ahora 7
S'inspirer : La Cantine syrienne et Les Peuples Veulent 8
Faire communauté 9
Alliance des luttes : pourquoi est-ce important ? 9
Quels récits porter ? 10
Rencontrer ses allié·es 12

Réhabiter la Terre-mère **18**
De la Terre-mère à la Terre-père 18
Que faire alors de l'architecture ? 19
Comment se réapproprier la Terre-mère et la réhabiter ? 22
Adresse aux architectes de la part d'un architecte 25

Comment conclure ? Penser à partir d'une autre perspective **27**

Étude de cas : Darna (ex-cantine syrienne), cuisine et révolutions, un espace transnational d'entraide pour se rencontrer, bien manger et changer le monde 29
Verdragon, naissance (mouvementée) de la première maison de l'écologie populaire 33

Bibliographie 36
Autres ressources bibliographiques consultées 37
Remerciements 39